

Se mettre en grève pour gagner avec toutes et tous les salarié.es, maintenant !

La bataille contre la casse du système des retraites est en cours et les jours qui viennent sont et seront décisifs pour la suite.

L'enjeu est bien que nous, personnels de l'Education, nous nous mobilisions toutes et tous ensemble, en même temps que les autres professions, pour défendre ce qui nous relie, ce qui fait notre commun.

Un modèle de société fondé sur la justice sociale et la solidarité intergénérationnelle..

La France avec la Sécurité Sociale, son système de retraites et sa Fonction Publique constitue une exception et une chance issue du compromis de 1945 qu'il faudrait généraliser à tous les pays, et non pas combattre et détruire.

C'est bien un rapport de force entre les salarié.es et leurs employeurs au sortir de la guerre qui a permis la création de la Sécurité Sociale, du système de retraites intergénérationnel et de la Fonction Publique et qui a permis de sortir de la misère de millions de personnes dans un pays pourtant ruiné par l'un des plus importants conflits de l'histoire. Les avancées sociales ont toujours été le fruit de mobilisations sociales.

C'est ce modèle que le gouvernement veut détruire avec cette contre-réforme

Pourtant, ce que projette le gouvernement avec le MEDEF et notamment BlackrockI, c'est d'imposer un système individualiste dès 2022, de faire entrer la capitalisation boursière via la loi PACTE et de casser les services publics afin que ces secteurs et notamment l'Éducation, soient privatisés.

Depuis 2 ans, contrairement à ce qu'il affirmait, le Haut commissaire aux retraites et le gouvernement n'ont rien négocié au projet !

La retraite à points, est un système inutile et dangereux qui vise à en finir avec le salaire continué. Ce qui se joue, c'est un rapport de force violent entre les salarié.es et le monde de la finance qui a pris le pouvoir au sein même de l'État dans le seul but de maximiser les profits d'une minorité et d'imposer à toutes et tous des plus bas salaires, des pensions plus faibles.

Cela ne fait aucun doute, le système actuel doit être amélioré notamment pour assurer des prestations sociales de qualité pour toutes et tous. Ce sont bien les « réformes » des gouvernements précédents qui ont sans cesse dégradé le système actuel.

Un exemple : Si l'égalité salariale femme/homme était assurée aujourd'hui, c'est immédiatement 6 milliards d'euros par an qui s'ajouteraient aux cotisations sociales.

Le « trou » de la sécu disparaîtrait immédiatement. Les seul.es perdant.es étant alors les employeurs, « obligés » de rétribuer selon le principe : à fonction égale, salaire égal.

Une mobilisation d'une ampleur et d'une durée à la hauteur de l'enjeu

Depuis le 5 décembre, la mobilisation atteint des niveaux élevés dans tout le pays. Les cheminots et la RATP en sont à plus de 30 jours de grève.. L'opinion publique soutient ce mouvement dur et inédit dans sa durée.

Durant les 2 semaines de vacances scolaires, il n'y a pas eu de trêve et partout en France des mobilisations ont eu lieu.

Dans le même temps, des professions sont entrées dans la mobilisation, comme les internes, les salarié.es de l'Opéra de Paris et plus récemment les avocat.es, les infirmier.ères et les salarié.es des raffineries de pétrole.

Si le 5 et le 17 décembre, les enseignant.es ont été en pointe sur les mobilisations (pas loin de la moitié des écoles fermées en Sarthe le 5 décembre, des taux dépassant les 60% dans le second degré), depuis la mobilisation peine à se relancer.

Pourtant, les professions qui se sont mobilisées fortement ont obtenu des gains considérables leur octroyant, au final, un nouveau régime spécial.

En premier lieu, les forces de l'ordre qui, suite à leur mobilisation juste avant les annonces du 11 décembre et qui ont conservé tous leurs avantages obtenus dans le système précédent.

Mais il y a également eu les pilotes de lignes qui ont conservé leur départ à 60 ans et une caisse complémentaire autonome.

Les personnels de l'Education vont être les triples perdant.es s'ils ne se mobilisent pas maintenant !

Pour les retraites, la chose est entendue, les pensions des enseignant.es dans le système à points seront extrêmement basses. Le premier ministre l'a lui même rappelé le 11 décembre dernier.

Pour autant, ce que prépare le Ministre Blanquer n'est rien de moins qu'un chantage à une hausse des salaires en échange d'une dégradation majeure de nos conditions de travail, à travers une augmentation de notre temps de travail sur les vacances scolaires et avec les **Lignes Directrices de Gestion** qui viennent remplacer les instances paritaires qui ont officiellement disparu le 1er janvier 2020 !

Ainsi, alors que nos salaires sont parmi les plus bas des pays de l'OCDE, que les salaires des fonctionnaires sont gelés depuis 2010, le gouvernement indique vouloir augmenter les salaires des enseignant.es à hauteur de 10 milliards sur... 15 ans.

Mais qui peut croire qu'un tel engagement sera tenu sur la durée. Par ailleurs, cette somme est très faible au regard du nombre d'enseignant.es concerné.es et de la durée envisagée.

Pire encore, les **Lignes Directrices de Gestion** sont en cours de présentation par les Recteurs. Elles indiquent très clairement que la transparence et l'équité dans les affectations sont du passé, que les postes à profil vont être démultipliés, que la mobilité sera encouragée voire imposée et que l'administration s'appuiera pour cela sur « la manière de servir des intéressé.es » ! Les barèmes du mouvement sont maintenant de la seule responsabilité de l'administration qui pourra donc faire ce qu'elle veut, sans aucun contrôle, sans aucun regard extérieur.

Extraits des Lignes Directrices de Gestion de l'Académie de Nantes :

Elles remplacent les instances paritaires (CAPD, CAPA) qui n'existent plus et qui permettaient de vérifier et de corriger les erreurs de l'administration. Depuis le 1er janvier, chacun.e d'entre nous est seul.e face à l'administration, toute puissante. La preuve ci-dessous

« La mobilité contribue à l'enrichissement et à la diversification des compétences des personnels de l'académie. »

Cette phrase est à mettre en lien avec le livre de JM Blanquer (L'école de demain). Clairement, il s'agit ici pour lui d'imposer la mobilité tous les 5 ans.

« Les différents acteurs associés au traitement des demandes de mobilité des enseignants du premier degré et des personnels enseignants du second degré portent un regard complémentaire sur les candidatures. »

Ici, c'est l'illustration du pouvoir discrétionnaire de la hiérarchie sur vos sur vœux et demande ! C'est une soumission massive des enseignant.es qui est mise en œuvre, MAINTENANT !!!

« Les personnels transmettent un dossier de candidature, accompagné notamment du dernier rapport d'inspection ou du compte rendu du rendez-vous de carrière, à l'autorité hiérarchique compétente qui porte un avis motivé sur leur candidature eu égard à l'intérêt du service et rend son appréciation sur la manière de servir des intéressés. »

Le coup de grâce ! Avec cette formulation, l'administration se donne TOUT POUVOIR pour décider de la suite OU NON de notre carrière, tant du point de vue de l'affectation, mais par extension, de la progression salariale. Pire, c'est un assujettissement sans précédent de la liberté pédagogique des enseignant.es... Du jamais vu depuis...Vichy.

Pourtant, les personnels de l'Education ont une fonction sociale essentielle : permettre aux enfants de la nation de devenir des citoyen.nes libres et éclairé.es au sein d'une société de paix et de justice sociale, en toute indépendance du pouvoir politique.

Cela n'est possible que dans un cadre statutaire permettant de faire des choix, d'inventer, de créer. C'est cela qui vole en éclat avec les LDG !

Les bouleversements à l'œuvre visent bien à assujettir les enseignant.es en restreignant leur liberté professionnelle à travers l'absence de formation, des affectations discrétionnaires, des salaires au mérite et une charge de travail augmenté.

C'est pourquoi, les grévistes mobilisé.es appellent toutes et tous les personnels de l'éducation, mais aussi les personnels administratifs et

les responsables hiérarchiques à se mettre en grève et à lutter avec toutes celles et tous ceux qui défendent une société de justice, d'équité et de solidarité.

Sans quoi, quel sens peut avoir l'École Publique si ses personnels ne défendent pas les valeurs qu'elles et ils sont censées transmettre chaque jour, dans des conditions de plus en plus précaires.

Seuls les combats menés peuvent être gagnés.

Alors, battons-nous ensemble pour défendre et améliorer un modèle de société solidaire, juste, qui fait vivre le lien entre les générations et par la même occasion, défendons nos élèves, nos métiers, nos écoles et toutes et tous ensemble,

GAGNONS !

